



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 30 mars 2012**

**8443/12**

**PE 146  
DEVGEN 82  
COHAF 36  
AGRI 203  
PROBA 14  
CADREFIN 176  
ENV 260  
PECHE 108  
ONU 40**

**NOTE**

---

du : Secrétariat général  
aux : Délégations

---

Objet : **Commission du développement  
- Réunion du 27 mars 2012 à Bruxelles**

---

La réunion était présidée par Mr Deva, ECR, UK puis par Mme Striffler, PPE, FR

**1. Adoption de l'ordre du jour**

**2. Approbation du procès-verbal de la réunion des:**

29 février et 1er mars 2012 PV – PE483.757v01-00

**3. Adoption des décisions et des recommandations des coordinateurs**

- Adoption des résultats du 29 février 2012

#### **4. Heure des questions**

La Commission a fourni des éléments de réponse aux questions posées par les députés sur une série de sujets.

#### **5. Programme de travail de la Commission pour 2013: dialogue structuré - Échange de vues avec Andris Piebalgs, commissaire chargé du développement**

Le Commissaire Piebalgs a prononcé le discours repris en annexe.

Mr Kaczmarek, PPE, PL a souscrit aux objectifs énoncés pour 2013 ainsi que pour le prochain cadre financier pluriannuel. Il a invité à concentrer les efforts sur la réalisation des ODMs d'ici à 2015 et pour améliorer la qualité et l'efficacité de l'aide de l'UE, qui doit avoir des ambitions à la hauteur de son statut de plus grand donateur à l'échelle mondiale.

Mr Cortes Lastra, S&D, ES s'est inquiété des phénomènes d'accaparement des terres des pays en développement et a appelé à mener des analyses et à la mise en place de législations pour endiguer le processus.

Mr Goerens, ALDE, LU s'est référé au coup d'état au Mali à quelques semaines des élections prévues et alors que le président sortant n'avait pas l'intention de se représenter. Il a regretté que les chances de voir un régime démocratique au Mali se soit ainsi éloignées. Il s'est référé à la situation sécuritaire ainsi qu'aux questions de sécurité alimentaire dans ce pays et a demandé au Commissaire s'il se sentait suffisamment armé pour agir avec les instruments disponibles au titre de l'accord de Cotonou. Il a par ailleurs regretté un désengagement du Conseil vis-à-vis de la politique de développement, qui ne se réduit plus selon lui qu'au travail du Coreper et à la présence d'une poignée de ministres aux Conseils semestriels consacrés à ces questions, alors que des échéances politiques importantes en matière de développement doivent être préparées. Il a souhaité que le plus grand donateur du monde qu'est l'UE devienne aussi le meilleur.

Mme Keller, Verts/ALE, DE s'est également référée à la nécessité d'œuvrer à une amélioration de la situation au Mali suite au coup d'Etat, a estimé que la dimension de développement n'était pas bien servie par les accords commerciaux bilatéraux.

Par ailleurs, elle a souhaité que des mesures contraignantes soient prises afin de discipliner les pratiques de l'industrie extractive, a appelé à ce que l'UE se montre plus exigeante sur les questions de respect des droits de l'homme, des droits sociaux et environnementaux.

Enfin, elle a souhaité que plus d'efforts soient faits pour assurer une meilleure cohérence des politiques de l'UE.

Le Commissaire Piebalgs a indiqué que les événements au Mali avaient pris la communauté internationale par surprise, a estimé que de fortes pressions internationales pourraient cependant apporter de bons résultats et s'est dit satisfait des outils disponibles au titre de l'accord de Cotonou, notamment les dispositions de l'article 96, pour permettre à l'UE d'agir efficacement.

Concernant le Conseil, il a estimé en effet qu'il fallait redorer le blason de la politique de développement sur le plan politique, car c'était le politique qui devait décider des priorités, des objectifs et des moyens d'action de la politique de développement. Concernant la place de la politique du développement dans les accords commerciaux, il s'est dit d'accord sur la nécessité d'assurer un meilleur équilibre. S'agissant de l'industrie extractive, il a promis des mesures contraignantes et s'est référé à la législation américaine Dodd's Frank. Enfin, il a assuré les députés que les efforts pour plus de cohérence des politiques de l'UE seraient poursuivis.

Lors des interventions à titre individuel, les députés ont réitéré les points précédemment évoqués et

- ont évoqué la nécessité d'approfondir le dialogue avec les pays émergents pour les encourager à mieux lutter contre la pauvreté à l'intérieur de leurs frontières via une politique redistributive;
- se sont inquiétés de l'utilisation de fonds normalement alloués au développement pour l'opération Atalante;
- ont invité la Commission à approfondir la réflexion sur des moyens de lutter contre la spéculation sur les matières premières agricoles;

- ont exprimé, au nom du groupe des Verts, une préoccupation s'agissant des campagnes menés par certains lobbys pour promouvoir les cultures OGM dans les pays en développement alors même que des études démontrent les conséquences néfastes pour la santé et pour la biodiversité liées à ces productions et la menace qu'ils comportent pour la sécurité alimentaire des pays concernés (Grèze, Verts/ALE, FR).

Le Commissaire a notamment indiqué que

- les délégations avaient désormais un rôle accru, notamment pour conduire le dialogue politique avec les pays, et que des messages peuvent être passés dans ce contexte;
- l'opération Atalante avait des répercussions positives sur le contexte politique général dans les pays concernés;
- l'UE visait à apporter un soutien aux petits producteurs agricoles et qu'il allait approfondir la question évoquée par Mme Grèze.

## **6. Mécanisme pour la surveillance et la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et pour la déclaration, au niveau national et au niveau de l'Union, d'autres informations ayant trait au changement climatique**

Le Rapporteur pour avis Mme Westlund, S&D, SV (commission compétente au dond: ENVI) a présenté son projet de rapport. Un bref échange de vues a suivi.

La Commission a précisé les objectifs du dispositif proposé, qui vise à obtenir une information sur les actions et les financements engagés par l'ensemble des Etats membres pour lutter contre le changement climatique dans les pays en développement. Il a indiqué que l'objectif était de rendre la politique de développement compatible avec la lutte contre le changement climatique.

Mme Keller, Verts/ALE, DE a souligné la nécessité de définir en quoi consistaient les montants additionnels consacrés à la lutte contre le changement climatique tandis que M. Deva, ECR, UK a souligné les risques de migration massive à destination de l'UE depuis les pays confrontés aux effets du changement climatique.

Le Rapporteur a souligné les synergies entre lutte contre la pauvreté et lutte contre le changement climatique et a rappelé la demande des pays en développement en vue de mobiliser des moyens financiers supplémentaires pour lutter contre le changement climatique. Elle a indiqué qu'il était dès lors important d'être transparent sur l'origine des fonds et leur conditionnalité.

- Délai de dépôt des amendements: 29 mars 2012, 12 heures

## **7. Réforme de la politique agricole commune et de la cohérence des politiques pour le développement**

Les députés de la Commission de l'agriculture et du développement rural étaient invités à participer à l'échange de vues avec Dacian Cioloș, commissaire chargé de l'agriculture et du développement rural. La Présidente s'est référée à l'audition sur la sécurité alimentaire récemment tenue.

Le Commissaire Cioloș a évoqué les réformes successives de la PAC, longtemps orientées sur les négociations commerciales multilatérales et la nécessité d'avoir une législation conforme aux dispositions de l'OMC, en indiquant que la réforme en cours visait cette fois d'autres objectifs. Il a indiqué que l'UE était un grand exportateur de produits agricoles à l'échelle mondiale, en particulier pour les produits à haute valeur ajoutée, mais aussi le plus grand importateur de produits en provenance des PED, et s'est référé aux réalités des chiffres en matière d'importations agricoles dans l'UE. Il a conclu que la PAC ne pouvait plus être accusée de créer des distorsions commerciales ou de bloquer le développement agricole des PED. Il a ajouté que la PAC répondait mieux aujourd'hui aux demandes sociétales et que ses objectifs n'étaient pas en contradiction avec le développement des agricultures des pays tiers.

Le Rapporteur pour avis sur la sécurité alimentaire Mme Schnieber-Jastram, PPE, DE a indiqué que garantir la sécurité alimentaire de l'UE était essentiel, tout en estimant qu'il fallait assurer la cohérence des politiques de l'UE pour le développement (CPD). Elle a notamment estimé que les Accords de Partenariat économiques (APEs) devaient prévoir un volet en vue du développement de l'agriculture vivrière.

Les interventions de Mr Kaczmarek, PPE, PL, de Mr Neuser, S&D, DE et de Mr Goerens, ALDE, LU ont porté sur différents aspects de la CPD. Mr Goerens et Mme Keller, Verts/ALE, DE ont estimé qu'une étude portant sur l'impact de la PAC dans les pays en développement assortie d'indicateurs soit rendue disponible. Mme Keller a en outre souhaité savoir ce que ferait le Commissaire pour mettre en œuvre les lignes directrices volontaires de la FAO en matière de lutte contre l'accaparement des terres et pour lutter contre le dumping de produits agricoles de l'UE dans les PED. M. Preda, PPE, RO a estimé qu'il fallait concentrer les efforts sur l'innovation dans les PED. M. Goerens et M. Cortes-Lastra, S&D, ES ont constaté que, malgré les efforts fournis, notamment sur les restitutions à l'exportation, la PAC gardait une mauvaise image concernant ses effets supposés de distorsion de la concurrence internationale, notamment au détriment des PED. M. Goerens a estimé qu'une étude sur l'impact des politiques des pays émergents sur les PED serait également souhaitable.

Le Commissaire Ciolos a indiqué que

- les directives volontaires de la FAO étaient en voie d'être finalisées et a estimé par ailleurs que la FAO devrait avoir un rôle plus actif dans la coordination internationale, notamment avec l'OMC, sur de nouvelles bases fondées sur les nouvelles réalités internationales;
- la question du dumping de produits alimentaires était de la responsabilité des pays destinataires, qui devaient développer une législation pour se protéger, l'UE étant disposée à fournir un savoir-faire;
- la Commission allait doubler les financements pour promouvoir l'innovation et la recherche dans les PED, en accord avec les conclusions du G20 sur l'importance de la recherche et de l'innovation agricoles;
- l'UE avait réduit considérablement l'importance de l'instrument des restitutions à l'exportation, qui n'était plus employé qu'à titre marginal, mais que les supprimer complètement comme le suggéraient certains députés serait une mauvaise idée dans le contexte actuel de négociation à l'OMC;
- l'étude d'impact sur les effets de la PAC évoquée par les députés existait et que ses services collaboraient avec ceux du Commissaire Piebalgs sur les questions de CPD;

Il a également répondu aux questions de certains députés concernant le secteur du sucre en indiquant que la vente de sucre ACP à l'UE ne représentait plus un marché attractif en raison de la baisse du prix du sucre dans l'UE. Concernant celui de la banane, il s'est félicité des avantages de l'accord conclu à Genève et a indiqué que la production de bananes dans l'UE était plus respectueuse de l'environnement. Enfin, concernant l'image de la PAC dans le monde, il a indiqué que la Commission agissait à la FAO, au sein du G20 et que lui-même se rendrait à la réunion Rio + 20 pour plaider la cause de la PAC.

## **8. Mécanisme de protection civile de l'Union**

Le représentant de la Commission M. Sorensen, directeur général de la DG ECHO a présenté la proposition de la Commission, qui prévoit le doublement de l'enveloppe allouée à ce projet, un Centre de Réponse d'Urgence, s'est référé à l'article 196 du traité et au caractère essentiel du principe d'impartialité pour avoir accès aux zones concernées.

Le Rapporteur pour avis Mme Striffler (PPE, FR) (commission compétente au fond: ENVI) a salué la qualité de la proposition, tout en estimant que le volet consacré à la prévention était insuffisant et la formulation de l'article 10.2 ambiguë. Elle a estimé que le recours à la protection civile devait avoir lieu sur base des besoins exprimés et que des efforts étaient à faire pour donner plus de visibilité à cette politique.

M. Tirolien, PPE, FR a estimé qu'il fallait assurer la cohérence de cette politique avec le Consensus de l'UE sur l'aide humanitaire.

Le représentant de la Commission a précisé que le projet incluait l'évaluation des risques et la prévention des catastrophes, la notion de fragilité, très présente dans les discussions de Busan. Il a reconnu que des efforts supplémentaires devraient être faits en matière de visibilité et de coordination.

- Délai de dépôt des amendements: 22 juin 2012, 12 heures

## **9. La réforme de la politique commune de la pêche – communication générale**

Mme Grèze, au nom du Rapporteur pour avis Mme Lövin (Verts/ALE) (commission compétente au fond: PECH) a souligné les deux priorités de son groupe en matière de pêche, à savoir le sauvetage des ressources halieutiques d'une part, et celui des pêcheries européennes d'autre part. Elle a indiqué que 60% du poisson consommé dans l'UE provenait des PED et a indiqué que l'UE devait réduire sa dépendance et à préserver des ressources de pêche durables. Elle a souhaité que les études d'impact soient rendues publiques avant la publication des propositions législatives. Elle a indiqué l'opposition de son groupe au système de concession transférable qui aurait pour résultat une concentration du secteur au profit de quelques-uns, et ne serait en définitive souhaitable pour personne, ni pour les pêcheurs européens, ni pour le secteur de la pêche dans les PED. Elle a souligné que la mer et les océans représentaient une réserve de sécurité alimentaire précieuse car elle nourrissait 500 millions de personnes.

M. Ponga, PPE, FR a félicité le rapporteur et a annoncé le dépôt de certains amendements pour préciser certains points.

Le représentant de la Commission a également félicité le rapporteur en indiquant une large convergence de vues. Il a indiqué que les concessions de pêche visaient le segment industriel de la pêche, pas les petits pêcheurs, et avaient pour objectif de responsabiliser ce secteur compte tenu de la nécessité de réduire la pression sur les ressources. Il a indiqué un désaccord avec le rapporteur sur la question de la gestion des capacités.

Mme Grèze a indiqué que le système des concessions transférables n'était pas la bonne réponse aux problèmes du secteur de la pêche car il allait pénaliser les petits pêcheurs et allait conduire à des monopoles de quelques grandes entreprises.

- Délai de dépôt des amendements: 16 avril 2012, 17 heures

## **10. Système commun de taxe sur les transactions financières et modification de la directive 2008/7/CE**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis M. Cortés Lastra (S&D, ES) (Fond: ECON) a été adopté.



### **11. Possibilités de pêche et contrepartie financière prévues par l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre l'Union européenne et la République du Mozambique**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: Mme Zimmer (GUE/NGL, DE) (Fond: PECH) a été adopté.

### **12. Dimension extérieure de la politique commune de la pêche**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Ponga (PPE, FR) (Fond: PECH) a été adopté.

### **13. Certaines mesures, prises à des fins de conservation des stocks halieutiques, relatives aux pays autorisant une pêche non durable**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Ponga (PPE, FR) (Fond: PECH) a été adopté.

### **14. S'investir dans la coopération avec des partenaires au-delà de nos frontières en matière de politique énergétique: une approche stratégique d'un approvisionnement énergétique sûr, durable et compétitif**

Le projet d'avis (Rapporteur pour avis: M. Neuser (S&D, DE) (Fond: ITRE ) a été adopté.

### **15. Un programme pour le changement: l'avenir de la politique de développement de l'UE**

Le Rapporteur M. Goerens (ALDE, LU) a indiqué que la proposition de la Commission était plus sélective sur les pays bénéficiaires et les objectifs, s'est référé au rapport du député Kaczmarek sur l'avenir de la politique de développement de l'UE et a présenté les suggestions incluses dans son projet de rapport en vue de mieux mesurer l'impact des politiques de développement de l'UE et d'autres bailleurs de fond (notamment la Chine) sur les PED. Il a estimé qu'une réflexion politique s'imposait, mais que les acteurs politiques de l'UE étaient absents de cette réflexion, ce qui suscitait une inquiétude sur l'avenir de la politique de développement de l'UE.

Les rapporteurs fictifs M. Cortes Lastra, S&D, ES, Svensson, PPE, SV, Sargentini, Verts/ALE, NL ont notamment souligné la nécessité d'améliorer la conditionnalité sur les questions liées au respect des droits de l'homme et appelé à une amélioration de la coordination, de la transparence et de l'efficacité de l'aide.

La représentante Mme Alonso de l'association Concord, qui regroupe 1600 ONGs du développement, soit six milliards d'aide acheminée, a souligné que les moyens de mettre fin à la pauvreté dans le monde existaient, car 0,2% de la richesse mondiale suffirait à cela. Elle a estimé que le concept de croissance inclusive ne suffisait pas mais qu'il fallait également des mesures de réduction des inégalités sociales. Elle a indiqué que les secteurs de l'éducation et de la santé jouaient un rôle multiplicateur central dans ce contexte. Elle a indiqué que le concept de "value for money" devait se référer aux résultats obtenus en matière de réduction de la pauvreté. Enfin, elle s'est référé au rôle de la société civile et du secteur privé.

La représentante de la Commission Mme Moreau a rappelé la priorité de réduction de la pauvreté, assortie de deux priorités stratégiques en matière de gouvernance et de croissance inclusive, avec un nouvel accent sur la protection sociale et les conditions d'emploi et de travail.

La présidence du Conseil a annoncé des conclusions du Conseil pour le mois de mai et s'est dit en désaccord avec le rapporteur sur la prétendue désaffectation du Conseil.

Le représentant du SEAE a appuyé la présidence du Conseil en assurant d'une bonne participation ministérielle au Conseil et s'est référé à la programmation conjointe et aux propositions pour le prochain Cadre Financier Pluriannuel permettant de sanctuariser les fonds alloués au développement.

Le rapporteur M.Goerens a insisté sur les difficultés d'un dialogue avec les représentants du Conseil durant les deux dernières années, tout en notant une "petite" amélioration sous la présidence actuelle. Il a annoncé l'ajout de certains éléments relatifs aux droits de l'homme, ainsi que sur d'autres points évoqués par les députés.

- Délai de dépôt des amendements: 30 mars 2012, 12 heures

## **16. Budget 2013 - Mandat pour le trilogue**

Le rapporteur général pour le budget 2013 M. La Via s'est référé aux difficultés identifiées pour ce dernier budget de l'actuel Cadre Financier pluriannuel.

Un bref échange de vues a eu lieu sur les priorités dans le domaine de la coopération au développement et de l'aide humanitaire, lors duquel M. Mitchell, PPE, IE, a souligné les économies potentielles importantes (à hauteur de six milliards d'euros par an) qui pourraient être générées par la seule amélioration de la cohérence de l'action conjuguée des Etats membres et de la Commission.

## **17. Questions diverses**

## **18. Prochaines réunions**

- 23 avril 2012, de 15 heures à 18 h 30
- 24 avril 2012, de 9 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 h 30

## **19. Réunion des coordinateurs**

*À huis clos.*

---

**Speech on the preparation of the 2013 work programme By Andris Piebalgs, Commissioner  
for Development  
Structured dialogue with the European Parliament  
European Parliament, Brussels, 27 March 2012**

Madam Chair, Honourable Members, Ladies and Gentlemen,

It is my pleasure today to update you on the main thrusts of our development action this year and to look ahead with you to 2013.

Last April I said to you that EU development policy in 2012 would be about putting words into deeds. That is precisely what the Commission has been doing. We have started building on our new policy framework, combined with existing, tried-and-tested approaches. And we have also listened to requests for action from this House. Let me give you four examples:

- First, our Communication on supporting sustainable change in transition societies seeks to pinpoint how our tools and methods can better help countries beginning or engaged in democratic transition and reform.

- Second, before July we will present a legislative proposal for a new Council Decision on the future relations between the EU and the Overseas Countries and Territories. While I cannot prejudge the proposal's contents, I can say that I will champion modernisation, mutual interest and focus as the three basic principles underpinning my personal vision for our future association. I am glad that this Committee intends to organise a hearing on this in September.

- Third, a Communication on Civil Society will focus on support for local CSOs and on their governance- roles as a condition for democratic ownership. It will build on our Agenda for Change and budget support communications, the Structured Dialogue and the Busan Document.

- Fourth, the Communication on Social Protection in EU Development Cooperation reflects the need for a more comprehensive approach to human development and for a more prominent EU role in promoting social protection for inclusive growth.

So 2012 will be a year of implementation. And 2013 will be, too. Let me take you through some of the main priorities for 2013.

## **MFF and programming:**

Finalising the MFF discussions will be a key priority. These discussions are progressing rapidly in Council and are now starting in this House. My services and I are ready to cooperate with you through the whole legislative procedure.

We all have an interest in seeing the MFF negotiations succeed. Their success will give us the resources for development that will help make the Agenda for Change a living reality and ensure that, through high-impact development cooperation, the EU and its Member States speak with one strong, credible voice. And it will reaffirm the EU's firm commitment towards international development goals, notably the MDGs.

Despite – or rather because of – the economic crisis, the EU needs sufficient funds and efficient delivery mechanisms to meet its development cooperation commitments. I therefore invite you to support the Commission's proposed Agenda for Change and increased funds for Heading 4.

I recognise the need for an enhanced role for Parliament in development policy, while maintaining the Commission's ability to respond swiftly to the needs of the partner countries and to evolving circumstances. In this context, my services and I will do our utmost to find a satisfactory solution on delegated acts.

Our proposal on differentiation is designed to usher in more modern and relevant partnerships with developing countries with sufficient resources and capacities so that we can focus on countries most in need of our help. I am open to a constructive dialogue with you on a coherent and balanced approach to differentiation and on guaranteeing maximum impact for EU aid.

The MFF proposals are fully in line with the Agenda for Change – and the latter's principles will be embedded in the new programming guidelines currently being prepared.

The programming process is driven by the principle of simplification. It follows aid effectiveness principles in basing programming as much as possible on partner countries' development plans. And it will help put real emphasis on joint programming to reduce fragmentation and increase impact.

Making the Agenda for Change a reality; SE4All

Now to the centrepiece of EU development policy. In 2013 we will continue to turn the policy principles in our flagship Agenda for Change into practical deliverables. I will work with my services and Heads of Delegation to ensure that we have a relevant, focused and high-impact policy wherever we work.

The title of the Communication was very deliberate. I want to see real change – by which I mean real improvement – in the way the EU delivers development assistance. I firmly believe these improvements will bring about a step-change in the results we deliver on the ground in the poorest countries.

We are very pleased that initial reactions from all our partners have been very encouraging. I have read the report from Charles Goerens with great interest, and I am glad to see we share the focus on poverty eradication, and I can re-assure him that there is no hidden agenda here. The agenda for change is all about giving as many people as possible a chance for the future. I and my services stand ready to engage in more in-depth exchanges as appropriate.

I will be monitoring our performance very closely to ensure that the policy changes are fully implemented, and in line with our core values. And I will of course be reporting to you regularly on our progress.

Sustainable energy is one sector with the strongest transformative potential on developing countries' economies. The UN's Sustainable Energy for All Initiative, in which I am proud to be involved as a member of the High-Level Group, recognises this potential.

An Action Agenda to achieve the three global targets set out in the initiative will be put to the June Rio+20 world summit on environment and development. This will of course require commitment from donors, financiers and beneficiary countries. We will also be looking at how the private sector and civil society can make a valid and lasting contribution to our energy goals.

Ahead of Rio, on 16 April, the EU will organise an EU Sustainable Energy for All Summit in Brussels, chaired by President Barroso and UN Secretary-General Ban Ki-moon, to mobilise broad support for the initiative. I very much welcome your participation and look forward to cooperating with the European Parliament on these issues in the future.

Parliament's timely and relevant resolution on EU Development Cooperation in Support of the Objective of Universal Energy Access by 2030 shows just how crucial that cooperation can be to our drive to end energy poverty once and for all.

## **MDGs**

Turning now to wider challenges, the MDG deadline is looming ever closer. And since meeting the MDGs will remain our overarching priority, we need to make as much progress as possible in the immediate future, while also examining post-2015 options.

The MDG Initiative, launched in 2010 to focus on the most off-track targets, has raised considerable expectations. It has already achieved its main purpose of relaunching our policy dialogue with ACP countries on the MDGs. The response to our programming exercise has reflected both the huge needs in ACP countries and the high relevance of the initiative. We must now complete that exercise and clearly demonstrate success in achieving the MDGs to our citizens. I will soon report to you on that success.

2013 will be a landmark year for MDGs. The Commission will report on EU action at the next UN MDG review summit. That summit may also prompt us to look further ahead. With that in mind, the European Report on Development 2012-13 will focus post-2015, with a particular emphasis on the EU's role vis-à-vis the poorest countries.

This year DEVCO will begin consulting relevant stakeholders to prepare a communication on a post-2015 framework, which I look forward to discussing with you.

### **Rio+20**

One potential set of options comes in the form of sustainable development goals in the context of the Rio+20 summit.

There is much common ground between the Agenda for Change priorities and the policy instruments to be discussed at Rio for the transition to a "green economy".

I cannot stress enough how important Rio is for us. Its success will give the EU a golden opportunity to play a leading role in weaving sustainable development goals into its development actions. Exactly how we take the Rio agenda forward will only become clear after we have discussed the summit's outcome together in a spirit of transparency and ambition for the future.

### **Regional/thematic priorities**

Before concluding I would also mention three regional and thematic priorities for 2012 and 2013: the Sahel, the Horn of Africa and gender-based violence.

The Sahel continues to suffer food shortages in places, plus access problems for more vulnerable groups. Conflict and unrest in Libya, northern Mali and Nigeria have displaced thousands and added new challenges to an already delicate situation.

In response the Commission is putting together an additional envelope of over 150 million euro, which, together with ongoing support, should meet emergency needs and also boost medium- and long-term resilience in the Sahel.

The EU has also stepped up its engagement in the Horn of Africa, with a strategic framework and an EU Special Representative to help implement it.

To enhance resilience in the region the Commission is developing a joint humanitarian-development initiative, which we have labelled SHARE – Supporting the Horn of Africa's REsilience. It will boost short-term recovery in the eastern Horn and engage on food security, sustainable agriculture and resilience in the long term.

In 2013 this will translate into action on two fronts: first, rolling out projects and programmes already in the pipeline; and second, programming long-term assistance in line with priorities. I hope and expect all countries in the region to make agriculture and food security focal sectors of development cooperation under the 11th EDF. In doing so they would be reflecting our commitment to food security and sustainable agriculture as a mainstay of our Agenda for Change. As regards both the SHARE initiative and our work in the Sahel region, I know I can count on your support. This Committee has always strongly supported linking longterm development with Relief operations.

The Commission and the EEAS will work together to tackle violence against women and girls in external action. This will mean stepping up our engagement and encouraging partner countries to do more on gender issues.

We must strive to break the silence around gender-based violence and look at long term prevention. Education of girls and women is critical here. So, too, is working with men and boys –transforming gender relations depends on their involvement.

To make real headway on gender equality we must secure earmarked funding for gender-based violence prevention programmes in the new financial perspectives.

Honourable Members,

I think we have a bold set of actions to take us forward through 2012, 2013 and beyond. I look forward to working with the members of this Committee and this House to bring about the changes that will make EU development policy even more effective in the years to come.

Thank you.